



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 29 janvier 2026

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
202^e année
29 janvier 2026
n° 4 / 8113^e
pages 145 à 192

CHRONIQUE / Internet

Des contrats sur les données
Présentation critique des principes pour l'économie des données
de l'American Law Institute et l'European Law Institute
> Thibault Douville

157

ÉDITORIAL

145 Al Capone, Michel Vivant

ACTUALITÉS

- 148 Nationalité (acquisition) : portée d'un acte de kafala
- 148 Nationalité (conservation) : accession à l'indépendance de Madagascar
- 148 Nationalité (perte de plein droit) : contrôle de proportionnalité
- 149 Garantie financière (cessation) : obligation de notification au créancier
- 150 Prescription (crime) : suspension pour obstacle insurmontable
- 151 Licenciement (entretien préalable) : formalisme de la convocation
- 151 Transaction (portée) : renonciation par le salarié à ses droits
- 152 Avocat (honoraires) : prescription de la demande en fixation
- 152 Avocat (honoraires) : signature d'une reconnaissance de dette
- 153 Saisie-attribution : créance objet d'une saisie conservatoire

POINTS DE VUE

- 154 La liberté de la presse, source d'une victimisation secondaire ?, Evan Raschel
- 156 Le mirage de la régularisation de la nullité des décisions sociales, Dorothée Gallois-Cochet

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 166 **Panorama** : Droit des contrats, Romain Boffa et Mustapha Mekki
- 180 **Notes** : La nouvelle subrogation légale, note sous Civ. 1^{re}, 13 nov. 2025, Olivier Deshayes
- 185 Majorité requise pour une modification de statuts de SARL :
qui peut le plus ne peut pas le moins, note sous Com. 5 nov. 2025, Clémentine Hébrard

ENTRETIEN

- 192 Claire Hédon – Discriminations et religion : remettre le droit au cœur des débats



Lefebvre Dalloz



Recueil Dalloz

Tél. rédaction 0786620357
recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE ET PRINCIPALE ASSOCIÉE,
LEFEBVRE SARRUT
10 place des Vosges - 92400 Courbevoie
542 052 451 RCS Nanterre
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,
JULIEN TANGUY,
représentant permanent de Lefebvre Sarrut
DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE DELESALLE SORDET
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HÉLÈNE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DISSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALE DEUMIER

RÉDACTION

• DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (0140645403)

• RÉDACTION

Maëlle HARSCOÛET DE KRAVEL (0140645379)

• CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET
Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER
Contrat d'affaires : Xavier DELPECH
Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH
Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD
Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET
Société et marché financier : Alain LIENHARD

• ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Laurence BREUZÉ-DINNAT

Lindsay GILBERT

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU

Directrice de la Production éditoriale :

Anne-Laure CHAUMEIL MENNESSIEZ

Directeur artistique : Patrick VERDON

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER

src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1 234,20 € TTC

Étranger : 1 304,64 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Janvier 2026

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - 92400 Courbevoie

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Michel Vivant

145

Al Capone



ACTUALITÉS

148

DROIT CIVIL

Famille-Personne-Succession

Nationalité (acquisition) :

portée d'un acte de kafala,

Civ. 1^{re}, 21 janv. 2026

Nationalité (conservation) : accession

à l'indépendance de Madagascar,

Civ. 1^{re}, 21 janv. 2026

Nationalité (perte de plein droit) :

contrôle de proportionnalité,

Civ. 1^{re}, 21 janv. 2026

149

DROIT IMMOBILIER

Agent immobilier

Garantie financière (cessation) :

obligation de notification au créancier,

Civ. 3^e, 22 janv. 2026

149

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Prise illégale d'intérêts (notaire) :

mission de service public,

Crim. 21 janv. 2026

Procédure pénale

Prescription (crime) :

suspension pour obstacle insurmontable,

Ass. plén., 16 janv. 2026

151

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Licenciement (entretien préalable) :

formalisme de la convocation,

Soc. 21 janv. 2026

Transaction (portée) :

renonciation par le salarié à ses droits,

Soc. 21 janv. 2026

Comité social et économique (consultation) :

plan de mobilité employeur,

Soc. 14 janv. 2026

152

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Profession juridique et judiciaire

Avocat (honoraires) :

prescription de la demande en fixation,

Civ. 2^e, 22 janv. 2026

Avocat (honoraires) :

signature d'une reconnaissance de dette,

Civ. 2^e, 22 janv. 2026

Voie d'exécution

Saisie-attribution :

créance objet d'une saisie conservatoire,

Civ. 2^e, 15 janv. 2026



POINTS DE VUE

154

La liberté de la presse,
source d'une victimisation secondaire ?
par Evan Raschel

156

Le mirage de la régularisation
de la nullité des décisions sociales
par Dorothee Gallois-Cochet



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

157

Des contrats sur les données
Présentation critique des principes pour l'économie
des données de l'American Law Institute
et l'European Law Institute
par Thibault Douville

NOTES

180

La nouvelle subrogation légale,
note sous Civ. 1^{re}, 13 nov. 2025
par Olivier Deshayes

185

Majorité requise pour une modification de statuts
de SARL : qui peut le plus ne peut pas le moins,
note sous Com. 5 nov. 2025
par Clémentine Hébrard

PANORAMA

166

Droit des contrats
janvier 2025 – janvier 2026
par Romain Boffa et Mustapha Mekki



2

3

ENTRETIEN

192

Claire Hédon – Discriminations et religion :
remettre le droit au cœur des débats

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise. Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non. Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique :
40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... » :
9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence :
20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate) :
5 500 signes (références entre parenthèses).

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 4 du 26 janvier 2026

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

Le droit international, patrimoine commun de l'humanité

N° 118 - Par Pierre-Marie DUPUY

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | BARREAU DE PARIS

Qui veut la peau de l'État de droit ? : le barreau de Paris à l'offensive

N° 119 - Par Florence CREUX-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | UNION EUROPÉENNE

Le dispositif « Harry Potter » en sursis ? Affaire à suivre...

N° 120 - Par Fabrice PICOD

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | STIPULATION POUR AUTRUI

L'acceptation par la banque d'une stipulation pour autrui n'emporte pas novation

N° 121 - Par Marc MIGNOT

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ MÉDICALE

Présomption de causalité et infection nosocomiale

N° 122 - Par Bélanda WALTZ-TERACOL

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PLACEMENT

L'épuisement parental, un critère inattendu de placement d'un enfant à l'aide sociale à l'enfance

N° 123

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | DIVORCE-SÉPARATION DE CORPS

Gestion d'un bien commun sur le fondement d'une autorisation judiciaire et effets rétroactifs du divorce prononcé ultérieurement

N° 124

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 5 au 11 janvier 2026

N° 125

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | APPEL (EN MATIÈRE CIVILE)

Le dispositif des conclusions d'appel : de l'excès de formalisme à l'excès de souplesse ?

N° 126 - Par Nicolas GERBAY

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PRESCRIPTION (EN MATIÈRE PÉNALE)

Refus d'assimiler la dissimulation du cadavre à un obstacle insurmontable suspendant la prescription

N° 127 - Par Eleonora CERVELLERA

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | FAVORITISME

Délit de favoritisme : entre mauvaise foi et repentir actif

N° 128 - Par Jean-Marie BRIGANT

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | DIFFAMATION-INJURES

Lanceur d'alerte et diffamation : précisions de la Cour de cassation sur l'articulation entre ces deux notions

N° 129

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | INFRACTIONS CONTRE LES MINEURS

Violences éducatives : la Cour de cassation rappelle qu'il n'existe pas un « droit de correction » physique d'un parent sur ses enfants

N° 130

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 8 au 21 janvier 2026

N° 131

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | CRIMES ET DÉLITS

Peine privative de liberté prononcée pour apologie du terrorisme : disproportion à Strasbourg ; proportion en deçà

N° 132 - Par Guillaume BEAUSSONIE

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

Délit de financement illégal de campagne électorale : condamnation d'un ancien président de la République dans l'affaire Bygmalion

N° 133 - Par Stéphane DETRAZ

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS

SAS : approbation des comptes et délai de l'article L. 232-23 du Code de commerce

N° 134

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 15 au 21 janvier 2026

N° 135

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 5 au 11 janvier 2026

N° 136

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT DE PRÊT

Prêts Helvet Immo : nullité et responsabilité ou le retour au statu quo ante

N° 137 - Par Pascal OUDOT

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Liberté d'expression du salarié, intérêts de l'employeur, contrôle du juge : nouvelle grille d'analyse

N° 138

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Nullité du licenciement : de la distinction entre liberté d'expression et obligation de loyauté

N° 139

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COMITÉ DE GROUPE

Statut protecteur du représentant syndical au comité de groupe

N° 140

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT POUR FAUTE GRAVE

Preuve du harcèlement : l'enquête interne n'est pas une obligation

N° 141

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 5 au 11 janvier 2026

N° 142

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | FISCALITÉ IMMOBILIÈRE

Plus-value sur la résidence principale de l'un des cédants

N° 143 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 15 au 21 janvier 2026

N° 144

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | RESPONSABILITÉ CIVILE

Accident de la circulation : exclusion de l'application de la loi Badinter

N° 145 - Par Yannick ZEMRAK

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Un accompagnement renforcé à la préparation des concours de la fonction publique

N° 146 - Par Gilles JOSEPH

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | ENVIRONNEMENT

Dix ans après l'Accord de Paris : quel bilan pour la lutte contre le réchauffement climatique ?

N° 147 - Par Mathilde HAUTEREAU-BOUTONNET et Sandrine MALJEAN-DUBOIS

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | COMMERCE INTERNATIONAL

Droit du commerce international

N° 148 - Par Gautier BOURDEAUX , Michel MENJUCQ et Cyril NOURISSAT

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | ENTREPRISES

Adoption définitive du « legal privilege » français

N° 149

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROCÉDURE PÉNALE

Projet de loi S.U.R.E. : le CNB réaffirme ses positions

N° 150

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Confidentialité des correspondances entre avocats : le CNB engage une concertation

HORS-SÉRIE

17^E ÉDITION DES ÉTATS GÉNÉRAUX DU DOMMAGE CORPOREL

NOMENCLATURE DINTILHAC :
20 ANS APRÈS, ENTRE HIER
ET DEMAIN

ORGANISÉE PAR LE CONSEIL NATIONAL DES BARREAUX
21 NOVEMBRE 2025 - Maison de la Chimie (Paris)



Gazette du Palais

Édité par Lextenso
1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :
Emmanuelle Filiberti
Présidente du Conseil scientifique :
Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie
Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach
Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc
Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville
Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :
Tél. : 01 40 93 40 00
Courriel : redactiongp@lextenso.fr
Abonnements :
Tél. : 01 40 93 40 40
Courriel : relationclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr
Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2026
• Prix TTC au n° : 25,53 €
+ frais de port
• Abonnement France (un an) :
Journal seul : 662,63 € TTC
Recueils + table seuls : 642,21 € TTC
Journal, recueil + table : 893,38 €
Abonnement feuilletable numérique : 274,65 € TTC
• Abonnement étranger (un an) :
Journal seul : 739 €
Journal, recueil + table : 979 €
Abonnement feuilletable numérique : 269 €

Internet : gazette-du-palais.fr
Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097
ISSN 0242-6331
Dépôt légal à parution
Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,
53101 Mayenne CEDEX
sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres
recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),
issus de forêts gérées durablement ;
impact gaz à effet de serre
pour un exemplaire : 748 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2025, n° GPL430b0.
Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

17^E ÉDITION DES ÉTATS GÉNÉRAUX DU DOMMAGE CORPOREL

Nomenclature *Dintilhac* : 20 ans après, entre hier et demain

Interventions

GPL486a5 ■ Discours d'ouverture par Julie COUTURIER	2
GPL485u0 ■ Introduction par Stéphanie PORCHY-SIMON	4
• Tables rondes	
GPL485s5 De certaines difficultés d'enseigner la nomenclature <i>Dintilhac</i> en 2025 par Anne GUÉGAN	8
GPL485s3 La nomenclature <i>Dintilhac</i> : un solide édifice en quête de ravalement par Philippe BRUN	12
GPL485w7 La nomenclature <i>Dintilhac</i> : outil d'indemnisation mais pas que... par Pamela ROBERTIERE	15
GPL486a8 Focus : Les apports pratiques de l'intelligence artificielle en dommage corporel par Jérôme CHARPENTIER, Sara FRANZINI et Claire STRUGALA	19
• Ateliers	
GPL485w6 Atelier 1 – Imputation et recours des tiers payeurs et nomenclature par Claudine BERNFELD, Amandine CAYOL et Raoul CARBONARO	27
GPL486d6 Atelier 2 – L'assistance par tierce personne par Samy BENDAYA, Jean-Michel GRANDGUILLOTTE et Laura VITALE	30
GPL485u7 Atelier 3 – L'incidence professionnelle dans les deux temporalités de la nomenclature <i>Dintilhac</i> par Olivier MERLIN et Nadine HERRERO	34
GPL485u8 Atelier 4 – Dépenses de santé : définition, méthodes de calcul et innovation par Emma DINPARAST	36
GPL486a6 Atelier 5 – Déficit fonctionnel temporaire/déficit fonctionnel permanent par Alice BARRELLIER, Laurie FRIANT, Patrice GAUD et Éric PEAN	41
GPL486d1 Atelier 6 – Les préjudices extrapatrimoniaux méconnus : enjeux d'évaluation et d'indemnisation par Christophe QUÉZEL-AMBRUNAZ, Lynda LETTAT-OUATAH et Ruben GOLDET	44
GPL486a7 Atelier 7 – Vingt ans après <i>Dintilhac</i> : proposition d'une nouvelle nomenclature des préjudices des victimes par ricochet par Laurence CLERC-RENAUD	50

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 5 du 29 janvier 2026

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



ENTREPRISE

3 QUESTIONS - Laïcité et droit privé

N° 90 - Par Suzel RAMACIOTTI

[Consulter le PDF](#)

MARCHÉ FINANCIER

Lanceur d'alerte auprès de l'AMF : cadre et garanties

N° 91

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue Actes pratiques et ingénierie sociétaire

N° 92

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue Droit des sociétés

N° 93

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Baromètre de l'accès au droit 2025

N° 94

[Consulter le PDF](#)

Actualités



AFFAIRES | ARBITRAGE

Réforme du droit de l'arbitrage : premier opus de la trilogie annoncée par le garde des Sceaux

N° 95 - Par Denis MOURALIS

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

La caution n'est pas tenue de contrôler la déchéance du terme ni le calcul du TEG avant d'exécuter son engagement

N° 96

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT

Déclaration de compensation et intérêts de retard de paiement

N° 97

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT PÉNAL DES AFFAIRES

Lanceurs d'alerte : mise à jour des procédures de recueil et de traitement des signalements dans les ministères économiques et financiers

N° 98

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Un nouveau code APE pour toutes les entreprises

N° 99

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Nouveau train de mesures sur la cybersécurité

N° 100

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURE

Appel à jour fixe : étendue des pouvoirs du juge et sanction des atteintes au contradictoire

N° 101

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURE

Déclaration d'appel : la critique du chef rejetant les « autres demandes » suffit à écarter la nullité

N° 102

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURE CIVILE D'EXÉCUTION

L'effet attributif d'une saisie sur une créance indisponible est retenu dès lors que le droit de préférence du premier saisissant a cessé

N° 103

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Publicité pour l'alcool : périmètre de la réglementation

N° 104

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Autorité de la chose jugée et relevé d'office de la nullité d'une clause abusive

N° 105

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Délais d'approbation et de dépôt des comptes au greffe en SAS

N° 106

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées pour le 2e semestre 2025

N° 107

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

Congés payés et absence pour maladie d'origine non professionnelle : calcul du plafond de 24 jours

N° 108

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

Un APC peut-il modifier une convention de forfait en jours ?

N° 109

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Portée d'une transaction relative à l'exécution du contrat quand l'action porte sur la rupture

N° 110

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Faute grave pendant la suspension du contrat : possible prise en compte de manquements antérieurs

N° 111

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Licenciement dépourvu d'effet lors d'un transfert d'entreprise : régime indemnitaire applicable

N° 112

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Convocation à l'entretien préalable : preuve de la remise en main propre et régularité de la procédure

N° 113

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Modalités de la résiliation des contrats d'assurance complémentaire santé et prévoyance quand l'entreprise est en liquidation judiciaire

N° 114

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ INTERNATIONALE

À saute-mouton sur les conventions internationales jusqu'au bénéficiaire effectif

N° 115

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

Accès aux données bancaires dans le cadre d'un contrôle fiscal

N° 116

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Droit de l'internet

N° 1031 - Par Agnès ROBIN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

La vigilance-surveillance, à propos du devoir de vigilance dont se prévaut un tiers

N° 1032 - Par David MARTEL

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TRANSPORT AÉRIEN

Indemnisation de la perte de l'animal domestique en transport aérien international : de la qualification de l'animal domestique en bagage

N° 1033 - Par Laurent SIGUOIRT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

TRANSPORT AÉRIEN - Responsabilité - Compagnie aérienne - Obligation d'information sur les restrictions à l'entrée dans un pays

N° 1034

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

TRANSPORT AÉRIEN - Transport de marchandises - Vol de la marchandise - Agent de destination

N° 1035

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Étendue de la liberté d'information des tiers en matière d'allégations de contrefaçon

N° 1036 - Par Alexandra MENDOZA-CAMINADE

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ACCIDENT DU TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE

Portée d'un revirement de jurisprudence concernant le déficit fonctionnel permanent de la victime d'un risque professionnel

N° 1037 - Par Anthony TARDIF

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DROIT SOCIAL

ACCIDENT DU TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE - Présomption d'accident du travail - Poursuite du travail - Certificat médical établi le lendemain

N° 1038

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DROIT SOCIAL

ACCIDENT DU TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE - Absence de preuve - Simples affirmations du salarié - Absence de témoin et constatations médicales tardives

N° 1039

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | ABUS DE DROIT

La rémunération des dirigeants et cadres sociaux : entre liberté et contrôle

N° 1040 - Par Anastasios PAPAGIANNOULAS

[Consulter le PDF](#)

Revue Lamy **Droit** des affaires

CADRE JURIDIQUE DE LA RSE ET IMPACT SUR LES ENTREPRISES

**Actes des colloques
des 7 mars et 4 avril 2025
Université d'Angers et Université
de Caen Normandie**

Coordination : Aïda Bennini, Solène Ringler

*Intervenants : Aïda Bennini, Maxence Chambon, Laurence Fin-Langer,
Émilie Gicquiaud, Yasmina Idani, Catherine Malecki, Jean-Marc Moulin,
Solène Ringler, Morgane Tirel, Matthieu Zolomian*

SOMMAIRE

Revue Lamy Droit des affaires

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Marie-Pierre Blin-Franchomme : Maître de conférences HDR Université Toulouse Capitole, chargée de mission développement durable
Jean-Michel do Carmo Silva : Professeur de droit, Grenoble École de Management
Emmanuel Daoud : Avocat associé, Cabinet VIGO
Jack Demaison : Avocat associé, SIMON Associés
Laurence Caroline Henry : Professeur - Avocat général en service extraordinaire à la chambre commerciale de la Cour de cassation
Arnaud Lecourt : Maître de conférences, Université de Pau et des pays de l'Adour
Jacques Mestre : Professeur agrégé des Facultés de droit
Cyril Nourissat : Professeur agrégé des Facultés de droit, Université Jean Moulin - Lyon 3

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen
Représentante légale : Rokhaya Pondi
Associé unique : Karnov HoldCo France
Directrice de la publication : Rokhaya Pondi
Directrice des rédactions : Sylvie Duras
Responsable des rédactions : Chloé Mathonnière
Rédacteur en chef : Brice Lemerrier Denos
Rédaction : Salma Akdad, Céline Garnier, Camille Madi, Victoria Mauriès, Rolanda Ondo, Héloïse Planckaert, Brintha Selvachandran
Dépôt légal : à parution • Prix au numéro : 81,58 €^{TTC}
N° ISSN (version en ligne) : 2109-9367
N° ISSN (version imprimée) : 1279-8401
Périodicité : mensuel • N° CPPAP : 0130 T 87146
• Crédits photos : Getty Images
• Imprimeur : Duplirprint, 733, rue Saint-Léonard - 53147 Mayenne • Origine du papier : Pologne
• Taux de fibres recyclées : 0 % • Certification : PEFC
• Eutrophisation : Ptot 0.02 kg/tonne
Pour contacter le service client :

 **N°Cristal 09 69 39 58 58**
APPEL NON SURTAXÉ

Courriel : contact@lamyliaisons.fr
Internet : www.liaisons-sociales.fr - www.lamylinenew.fr
- www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

Cette revue peut être référencée de la manière suivante : RLDA 2026, n° suppl. 221-1 (année, n° de la revue, n° du commentaire)

LAMY | KARNOV
GROUP
LIAISONS

PROPOS INTRODUCTIFS

- **Propos introductifs** 3
Par Aïda BENNINI et Solène RINGLER

LES FONDEMENTS DE LA RSE

- **La place de la RSE en droit international** 5
Par Maxence CHAMBON
- **La RSE saisie par le droit européen** 13
Par Morgane TIREL
- **Les dirigeants à l'heure de la saga Omnibus I Simplification Package : la fin de la quiétude, les prémices de l'inquiétude ?** 18
Par Catherine MALECKI
- **De la réalité de l'information extra-financière à la « simplification » réglementaire** 31
Par Aïda BENNINI
- **Les instances représentatives du personnel au service de la RSE** 37
Par Laurence FIN-LANGER

LES PRATIQUES DE LA RSE

- **RSE et réseaux de distribution** 42
Par Yasmina IDANI
- **La conformité environnementale du contrat, quelques enseignements tirés de l'arrêt Volkswagen** 47
Par Solène RINGLER
- **L'entreprise durable face aux investisseurs** 51
Par Jean-Marc MOULIN
- **Obligation de reporting : quel avenir pour le rapport de durabilité ?** 60
Par Matthieu ZOLOMIAN
- **Les risques réputationnels de l'entreprise socialement responsable face à ses actionnaires** 65
Par Émilie GICQUIAUD

PROPOS CONCLUSIFS

- **Propos conclusifs : une RSE en mouvement** 69
Par Aïda BENNINI et Solène RINGLER

[Accéder à tous les numéros de la revue](#)

[Numéro précédent](#)

Rechercher dans ce numéro de re

N° 1 - 29 janv. 2026 | [Revue Pratique Droit des Affaires](#)



Revue Pratique Droit des Affaires - N° 1 - 29 janv. 2026

Actualités

CONTRATS D'AFFAIRES

Action en responsabilité délictuelle du tiers au contrat : les clauses de conciliation, de prescription ou de forclusion sont opposables

Par Frédéric Buy

Haro sur les clauses de résiliation payantes dans les conventions d'honoraires !

Par Frédéric Buy

Affaire ITM : le déséquilibre significatif, malgré la puissance du fournisseur et la déloyauté de l'enquête !

Par Frédéric Buy

CONCURRENCE

Abus « global » et nouvelles précisions relatives à la jurisprudence Bronner

Par Rafael Amaro

Nouvelle décision SIEG de la Commission européenne

Par Rafael Amaro

Un peu de pédagogie à propos des prix excessifs au sens de l'article 102 du TFUE

Par Rafael Amaro

« Follow-on des compotes » : vérité en deçà du Rhône, erreur au-delà ?

Par Rafael Amaro

BIENS DE L'ENTREPRISE

Déceptivité et nom de famille : un revirement de la Cour de justice ?

Par Yann Basire

Redressement judiciaire et résiliation du bail commercial

Par Clément Fabre

Droit de préemption Pinel : précisions inédites sur sa violation

Par Clément Fabre

Interprétation de la notion de « droit au nom » comme droit antérieur

Par Yann Basire

Locaux à usage exclusif de bureaux : rappel de l'importance de la clause de destination

Par Clément Fabre

RSE / COMPLIANCE / VIGILANCE

« Cher réseau » ou quand l'alerte lancée sur LinkedIn tombe à l'eau

Par Antoine Oumedjkane

LCB-FT et gestion des conflits d'intérêts : nouvelle sanction à l'encontre d'une SGP

Par Cécile Granier

CRÉDIT ET FINANCEMENT

Cautionnement disproportionné et fiche de renseignements incomplète

Par Clément Favre-Rochex

Sociétés

Focus

La notion de contrôle de fait, entre ombre et lumière

Par Nicolas Ida

BULLETIN JOLY SOCIÉTÉS

ACTUALITÉ DU DROIT DES SOCIÉTÉS

À LA UNE

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

Défaut d'établissement des comptes d'une SAS : une nouvelle interprétation évinçant l'incrimination des dirigeants ? → PAGE 9

Jean-François BARBIÈRI

Les augmentations de capital et la protection des porteurs de bons de souscription → PAGE 11

Alain COURET

RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

Insuffisance d'actif et représentation obligatoire → PAGE 30

Nicolas LAURENT

CHRONIQUE

Les nouveautés pour les assemblées générales 2026 → PAGE 32

Bruno DONDERO

SOMMAIRE

DROIT COMMUN

- BJS204i9 • **Kafka au registre des bénéficiaires effectifs ?** 5
Bruno DONDERO – Cass. com., 17 déc. 2025, n° 24-22.646, F–B
- BJS204i7 • **L'aval du billet à ordre donné par un dirigeant social... qui n'indique pas sa qualité** 7
Bruno DONDERO – Cass. com., 19 nov. 2025, n° 24-20.047, F–D

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

- BJS204j1 • **Défaut d'établissement des comptes d'une SAS : une nouvelle interprétation évinçant l'incrimination des dirigeants ?** 9
Jean-François BARBIÈRI – Cass. crim., 7 janv. 2026, n° 24-83.864, F–B
- BJS204i6 • **Les augmentations de capital et la protection des porteurs de bons de souscription** 11
Alain COURET – CA Toulouse, 2^e ch., 11 mars 2025, n° 22/00978 – CA Toulouse, 2^e ch., 13 janv. 2026, n° 22/00978
- BJS204i8 • **Repenser l'octroi des cautions, avals et garanties par les sociétés anonymes** 14
Sébastien JAMBORT – Cass. com., 3 déc. 2025, n° 23-19.623, F–B
- BJS204j0 • **L'expertise de « minorité » demandée par... l'associé unique ?** 16
Bruno DONDERO – CA Paris, 1-2, 4 déc. 2025, n° 25/04939

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

- BJS204h4 • **Thème et variations autour de la responsabilité civile du cogérant pour fautes de gestion** 20
Claire-Anne MICHEL – Cass. com., 5 nov. 2025, n° 24-18.359, F–D
- BJS204h6 • **Droit à l'information de l'associé exclu : quand le droit à consultation devient une obligation** 22
Bastien BRIGNON – CA Douai, 6 nov. 2025, n° 24/00044
- BJS204i5 • **L'émission d'une facture d'honoraires par une SELARL d'avocats est un acte de gestion** 25
Dorothée GALLOIS-COCHET – Cass. com., 26 nov. 2025, n° 24-16.801, F–D

AUDIT ET CONTRÔLE DES COMPTES

- BJS204i2 • **Expert-comptable : portée de la prévention contractuelle du risque d'actions en responsabilité** 27
Jean-François BARBIÈRI – Cass. com., 17 déc. 2025, n° 24-20.154, F–B

RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

- BJS204i3 • **Insuffisance d'actif et représentation obligatoire** 30
Nicolas LAURENT – Cass. com., 19 nov. 2025, n° 24-20.133, F–B

CHRONIQUE

- BJS204i4 • **Les nouveautés pour les assemblées générales 2026** 32
Bruno DONDERO

LIBRES PROPOS

- BJS204i1 • **L'esprit et le texte : quels pouvoirs pour un directeur général de SAS ou de SASU ?** 39
Pierre-Louis PÉRIN

BULLETIN JOLY BOURSE

ACTUALITÉ DU DROIT FINANCIER

À LA UNE

OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Affaire Vivendi : l'épilogue → PAGE 46

Stéphane TORCK

**Offre publique de retrait : les obstacles au recours
des actionnaires minoritaires** → PAGE 58

Dominique SCHMIDT et Jean-Florent RÉROLLE

ÉCLAIRAGE

**L'adoption par l'AMF de mesures pour faciliter l'accès à la cotation
établit un cadre réglementaire favorable pour les IPO** → PAGE 4

Marie-Laurence TIBI

PRESTATAIRES

**Dirigeant effectif, dirigeant de fait et conditions d'agrément :
la commission des sanctions précise les frontières
de la responsabilité de plein droit du dirigeant d'une SGP** → PAGE 35

Michel STORCK

SOMMAIRE

ÉCLAIRAGE

- BJB202n4 • **L'adoption par l'AMF de mesures pour faciliter l'accès à la cotation établit un cadre réglementaire favorable pour les IPO** 4
Marie-Laurence TIBI

ABUS DE MARCHÉ

- BJB202m6 • **(Nouvelle) Affaire *Montagne et Neige Développement* : entre publications tardives d'informations privilégiées et florilège d'opérations d'initiés** 8
Vincent RAMONÉDA – AMF, déc., 9 juill. 2025, n° SAN-2025-06

PRESTATAIRES

- BJB202n5 • **L'AMF est compétente pour sanctionner un agent lié pour des manquements aux obligations professionnelles applicables au PSI** 20
Emmanuelle BOURETZ – CE, 6^e-5^e ch. réunies, 16 juin 2025, n° 490826, Lebon T.
- BJB202n2 • **Précisions sur les obligations de contrôle *ex post* du dépositaire d'OPCVM** 25
Isabelle RIASSETTO – AMF, déc., 17 déc. 2025, n° SAN-2025-12, Caceis Bank
- BJB202n1 • **Florilège de manquements de SGP à leur obligations professionnelles** 30
Isabelle RIASSETTO – AMF, déc., 9 sept. 2025, n° SAN-2025-08, Eternam – AMF, déc., 15 sept. 2025, n° SAN-2025-09, Altaroc Partners
- BJB202m9 • **Dirigeant effectif, dirigeant de fait et conditions d'agrément : la commission des sanctions précise les frontières de la responsabilité de plein droit du dirigeant d'une SGP** 35
Michel STORCK – AMF, déc., 10 déc. 2025, n° SAN-2025-11
- BJB202m7 • **CIF : interdiction d'exercice sanctionnant tant la structure que ses dirigeants à titre personnel** 39
Jérôme HERBET – AMF, déc., 5 nov. 2025, n° SAN-2025-10
- BJB202l7 • **L'AMF publie les enseignements de ses contrôles thématiques sur la gouvernance et le rôle des dirigeants des SGP** 41
Michel STORCK – AMF, Synthèse des contrôles SPOT relative à la gouvernance et au rôle des dirigeants au sein des sociétés de gestion de portefeuille, oct. 2025

GESTION D'ACTIFS ET TITRISATION

BJB202m4 • **Fonds *ELTIF 2.0* : l'AMF renforce les dispositifs de protection des investisseurs non professionnels**

44

Michel STORCK – AMF, « L'Autorité des marchés financiers modifie sa doctrine pour préciser ses attentes sur les fonds ELTIF », 27 nov. 2025 – AMF, instr. DOC-2011-20, Procédures d'agrément, établissement d'un DIC et/ou, le cas échéant, d'un DICI et d'un prospectus et information périodique des fonds d'investissement à vocation générale, fonds de fonds alternatifs et fonds professionnels à vocation générale, applicable au 18 déc. 2025 – AMF, instr. DOC-2011-21, Procédures d'agrément, établissement d'un DIC et/ou, le cas échéant, d'un DICI et d'un prospectus et information périodique des fonds d'épargne salariale, applicable au 18 déc. 2025 – AMF, instr. DOC-2011-22, Procédures d'agrément, établissement d'un DIC et/ou, le cas échéant, d'un DICI et d'un règlement et information périodique des fonds de capital investissement, applicable au 18 déc. 2025 – AMF, instr. DOC-2011-23, Procédures d'agrément, établissement d'un DIC et/ou, le cas échéant, d'un DICI et/ou d'un prospectus et information périodique des OPCV et organismes professionnels de placement collectif immobilier, applicable au 18 déc. 2025

OPÉRATIONS FINANCIÈRES

BJB202m5 • **Affaire *Vivendi* : l'épilogue**

46

Stéphane TORCK – Cass. com., 28 nov. 2025, n° 25-14.362, FS-B – Cass. com., 28 nov. 2025, n° 25-14.467, FS-B

BJB202m8 • **Offre publique de retrait : les obstacles au recours des actionnaires minoritaires**

58

Dominique SCHMIDT et Jean-Florent RÉROLLE – CA Paris, 5-7, 20 nov. 2025, n° 25/10127

DOCTRINE

BJB202m2 • **La cacophonie des concertations de gestion et de contrôle**

68

Quentin BERTRAND

DOCTRINE P. 18

PERSONNES / FAMILLE

Pacte de gel des valeurs : ajouter une exception pour le conjoint

par *Nicolas Duchange***ACTUALITÉS** P. 5

PERSONNES / FAMILLE

Autorisation judiciaire de vendre et effet rétroactif du divorce

IMMOBILIER

Stipulation pour autrui pour le paiement du prix de vente : attention à la rédaction de la clause

IMMOBILIER

Responsabilité d'Airbnb en cas de sous-location illicite

ENTREPRISE

Sanction de la vente des locaux loués en méconnaissance du droit de préférence du preneur

PRATIQUE P. 12

IMMOBILIER

Repenser sa copropriété : maîtriser la réunion et la division de lots

par *Benjamin Naudin***CHRONIQUES** P. 22

ENTREPRISE

Droit notarial de l'entreprise en difficulté

par *Frédéric Vauvillé*

ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF229w0 ■ Autorisation judiciaire de vendre et effet rétroactif du divorce

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF229w1 ■ Stipulation pour autrui pour le paiement du prix de vente : attention à la rédaction de la clause

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF229w2 ■ Responsabilité d'Airbnb en cas de sous-location illicite

ENTREPRISE

DEF229w3 ■ Sanction de la vente des locaux loués en méconnaissance du droit de préférence du preneur

FAMILLE - PATRIMOINE

DEF229w4 ■ Nature de l'action en cas de découverte d'une donation déguisée après la régularisation du partage

PRATIQUE P. 12

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF229t2 ■ Repenser sa copropriété : maîtriser la réunion et la division de lots par **Benjamin Naudin**

DOCTRINE P. 18

DEF229i9 ■ Pacte de gel des valeurs : ajouter une exception pour le conjoint par **Nicolas Duchange**

CHRONIQUES P. 22

DEF229s0 ■ Droit notarial de l'entreprise en difficulté par **Frédéric Vauvillé**

VIE PRO P. 29

OFFRES ET DEMANDES P. 34

INDICES P. 36

160

REVUE D'ECONOMIE FINANCIERE

REVUE TRIMESTRIELLE
DE L'ASSOCIATION EUROPE
FINANCES RÉGULATIONS N° 160
4^e TRIMESTRE 2025

MUTATIONS GÉOPOLITIQUES, FRAGMENTATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

1. L'ère des ruptures

L'ordre mondial à l'épreuve des chocs
Ruptures dans une nouvelle phase de la mondialisation
Fragmentations dans la sphère financière

• **Chronique d'histoire
financière**

*La monnaie papier
de l'Amérique du Nord
anglaise à l'époque
prébancaire*

• **Finance et littérature**

*Alexandre Dumas :
les fractures sociales
et la règle du jeu*

• **Recension**

*Recension de
l'ouvrage « Économie
du sport professionnel »
de W. Andreff*

• **Article divers**

*Des données sur le chômage
aux prévisions du PIB : améliorer
les prédictions économiques
des banques centrales*

Mutations géopolitiques, fragmentations économiques et financières

1. L'ère des ruptures

Introduction

BRUNO CABRILLAC
PIERRE JAILLET

Globalisation : stop ou encore ?

PASCAL LAMY

L'ordre mondial à l'épreuve des chocs

Une nouvelle guerre froide ?

Quelle nouvelle guerre froide ?

Le discours sur la fragmentation géoéconomique
à l'épreuve des données

SÉBASTIEN JEAN

L'interdépendance militarisée : retour
de la géostratégie économique

MARTIAL FOUCAULT

Mesurer la géoéconomie

LAURENT FERRARA
JAMEL SAADAoui

L'économie de guerre : où va l'Europe ?

ALAIN QUINET

Ruptures dans une nouvelle phase de la mondialisation

Mutation des capitalismes dans une nouvelle phase
de la mondialisation

DOMINIQUE PLIHON

Sanctions internationales : efficacité, limites,
effets pervers

SYLVIE MATELLY

L'économie numérique et l'IA : nouveaux enjeux
de souveraineté et de géopolitique

GILLES BABINET

L'Afrique victime ou bénéficiaire
des tensions géopolitiques
et géoéconomiques ?

MATTHIEU BOUSSICHAS
BRUNO CABRILLAC

Fragmentations dans la sphère financière

La Géofinance, interactions entre géopolitique
et finance : une perspective historique

ANDRÉ LÉVY-LANG
JULIEN PINCET

La souveraineté monétaire à l'ère numérique

FRANÇOISE DRUMETZ
CHRISTIAN PFISTER

La guerre des paiements aura-t-elle lieu ?

MARC-OLIVIER STRAUSS-KAHN

Trop de capital ou pas assez ? Externalités
de politique monétaire du point de vue
des économies émergentes et en développement

LUIZ AWAZU PEREIRA DA SILVA

Risques liés à la fragmentation internationale
de la réglementation et de la supervision financières

GASTON GELOS
COSTAS STEPHANOU

Chronique d'histoire financière

La monnaie papier de l'Amérique du Nord
anglaise à l'époque prébancaire

FARLEY GRUBB

Finance et littérature

Alexandre Dumas : les fractures sociales
et la règle du jeu

ALAIN-GÉRARD SLAMA

Recension

Recension de l'ouvrage « Économie
du sport professionnel » de W. Andreff

PIERRE RONDEAU

Article divers

Des données sur le chômage
aux prévisions du PIB : améliorer
les prédictions économiques
des banques centrales

SARAH GOLDMAN
MAYA JANDAH